

La ministre recadre Freddy Breuwer

Eliane Tillieux (Action sociale) rappelle le président du CPAS de Verviers à l'ordre

La polémique ne cesse d'enfler à Verviers suite à la sortie de Freddy Breuwer, le nouveau président du CPAS, concernant l'apprentissage du français des primo-arrivants. Le Centre Régional de Verviers pour l'Intégration (CRVI) et la députée Muriel Targnion n'ont pas manqué d'interpeller la ministre wallonne de l'Action sociale, Eliane Tillieux, dont la réaction n'a pas tardé. Elle parle d'un projet « inacceptable ».

La ministre wallonne de l'Action sociale, Eliane Tillieux (PS), juge inacceptable le projet du président du CPAS de Verviers Freddy Breuwer (MR), qui veut lier l'octroi du revenu d'intégration sociale aux primo-arrivants à l'apprentissage du français.

Elle a invité les personnes qui souffriraient de la mesure à porter leur cas devant le tribunal du travail et le Centre pour l'égalité

des chances et de lutte contre le racisme.

L'initiative du nouveau président du CPAS est au cœur de la polémique à Verviers. Les associations, notamment « Lire et Écrire », qui œuvrent dans le domaine de l'alphabétisation et l'enseignement du français comme langue étrangère, seraient tenues de collaborer en signalant les récalcitrants sous peine de perdre des subsides.

« Le risque de dérive est évident », a souligné la ministre devant le Parlement en réponse à une question de Muriel Targnion (PS).

Eliane Tillieux voit dans cette démarche l'illustration d'une volonté affichée par le MR d'aborder la politique d'intégration à travers la

sanction.

Du côté du CRVI (Centre Régional de Verviers pour l'Intégration) aussi, on apprécie très peu la récente sortie du nouveau président du CPAS qui « sollicite la collaboration de tous les opérateurs afin qu'ils nous informent des éventuels « fraudeurs » ou « mauvais élèves » ».

Daniel Martin, le directeur du CRVI, n'y va pas par quatre chemins. « Le travail social est-il compatible avec la délation ? Non, c'est impossible, sinon il n'y a pas de relation de confiance ni de déontologie. On peut attirer l'attention des gens sur leur responsabilité, mais on ne va pas balancer. Pour moi, travail social et délation, c'est antinomique. D'accord pour l'obligation de suivre

des cours de français, mais il y a des listes d'attente et il n'y a pas de moyens suffisants. Il ne peut donc pas y avoir d'obligation de résultats sans obligation de moyens ; cela ne fonctionne pas. Il faut savoir que l'extrême grande majorité des gens est demandeuse pour apprendre la langue. La plupart viennent d'initiative. Certains prennent même le bus à 5 ou 6 heures du matin pour suivre les formations. Ces gens n'attendent pas qu'on les oblige. On ne change pas une société à coups de slogans », détaille notre interlocuteur, qui se dit choqué et a interpellé la ministre Tillieux dès hier. La réaction de cette dernière ne s'est pas fait attendre. ■



Eliane Tillieux



Freddy Breuwer

OLIVIER DELFINO AVEC BELGA

LORENT

N. LAM

RÉACTION

Freddy Breuwer

DES OFFRES IRRÉSISTIBLES.
BELIEVE IT.

RÉACTION

Freddy Breuwer l'affirme : « C'est légal »

« La Ministre Tillieux juge inacceptable ce que la loi permet et que nous avons légitimement le droit d'appliquer. À savoir s'assurer que les bénéficiaires de l'aide sociale se forment effectivement et avec succès », expose d'entrée de jeu Freddy Breuwer, qui va plus loin, s'appuyant notamment sur des décisions de justice récentes et des articles de loi. « Est-ce légal d'imposer l'apprentissage du français à Verviers ? Oui et bien plus encore. J'attire l'attention sur le fait que c'est aussi et surtout une question de nécessité et de bon sens ! En effet, comment vivre de manière épanouie si l'on ne peut communiquer avec les personnes qui nous entourent ? Comment comprendre les démarches administratives ? Les factures ?... Bref, comment vivre au quotidien ? » Et de conclure : « Je persiste dans ma volonté d'objectiver la capacité des opérateurs en alphabétisation et leur volonté de collaborer franchement avec l'Action Sociale. Je confirme la nécessité de contrôler le respect des engagements à se former valablement et de sanctionner celui ou celle qui ne peut en attester. » ■

ECOLO VERVIERS



« Il faut des cours de français en suffisance »

Ecolo Verviers réagit à son tour aux propos de Freddy Breuwer (MR) qui souhaiterait couper les vivres à l'ASBL « Lire et écrire », qui refuse de rendre des comptes. Les Verts critiquent la carence de structures pour apprendre le français, ce qui freine l'intégration. « *Oui, exigeons ensemble l'apprentissage du français. Mais cette exigence n'aura de sens que si, dans le même temps, les personnes trouvent des cours en suffisance ! Le parcours d'intégration sera aussi un défi du politique à lui-même: celui de permettre qu'in fine, 100 % des primoarrivants aient accès à ce parcours dans un délai raisonnable* », déclare Pauline Dumoulin, cheffe de groupe d'Ecolo Verviers. ■